



**PRÉFET  
DU GARD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Sous-préfecture d'Alès**  
Bureau de l'environnement  
et des polices administratives

Affaire suivie par S. Artero  
chargée des dossiers env.  
sp-ales-per@gard.gouv.fr

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n°2026-10 du 17 février 2026  
modifiant l'arrêté préfectoral n° 2012-41 du 4 mai 2012 réglementant l'exploitation de la plateforme  
de compostage de la société Alliance Environnement Exploitation  
située sur la commune des Salles-du-Gardon**

Le Préfet du Gard,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement et notamment son titre I du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R. 122-2, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- Vu** le décret du Président de la République en conseil des ministres du 13 juillet 2023 portant nomination de monsieur Jérôme BONET en qualité de préfet du Gard ;
- Vu** le décret du 22 août 2023 nommant monsieur Emile SOUMBO, sous-préfet d'Alès ;
- Vu** l'arrêté n° 30-2026-02-11-00002 du 11 février 2026 donnant délégation de signature à M. Emile SOUMBO, sous-préfet d'Alès ;
- Vu** l'arrêté du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et notamment sa section V « Dispositions relatives aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque » ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (rubriques 1532, 2175) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2012-41 du 4 mai 2012 réglementant l'exploitation de la plateforme de compostage de la société CEVAL sur la commune des Salles-du-Gardon ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2016-40 du 10 octobre 2016 modifiant l'arrêté préfectoral n°2012-41 du 4 mai 2012 réglementant l'exploitation de la plateforme de compostage de la société CEVAL sur la commune des Salles-du-Gardon au bénéfice de la société ALLIANCE ENVIRONNEMENT EXPLOITATION ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2019-11 du 11 avril 2019 modifiant l'arrêté préfectoral n°2012-41 du 4 mai 2012 réglementant l'exploitation de la plateforme de compostage de la société Alliance Environnement Exploitation sur la commune des Salles-du-Gardon ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2020-26 du 5 juin 2020 modifiant l'arrêté préfectoral n°2012-41 du 4 mai 2012 réglementant l'exploitation de la plateforme de compostage de la société Alliance Environnement Exploitation située sur la commune des Salles-du-Gardon ;

- Vu** l'arrêté préfectoral n°2021-41 du 8 novembre 2021 modifiant l'arrêté préfectoral n°2012-41 du 4 mai 2012 réglementant l'exploitation de la plateforme de compostage de la société Alliance Environnement Exploitation située sur la commune des Salles-du-Gardon, autorisant notamment l'augmentation temporaire de capacité de traitement de boues du site de 25 000 t/an à 26 000 t/an;
- Vu** la décision n°DREAL-UID30-2024-001 de dispense d'étude d'impact après examen au cas par cas en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;
- Vu** la demande de modification des conditions d'exploiter les installations classées autorisées par l'arrêté préfectoral n°2012-41 du 4 mai 2012, portée à la connaissance du préfet par la SAS ALLIANCE ENVIRONNEMENT par courriel daté du 10 janvier 2025 et le dossier joint, complété en date du 4 novembre 2025 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées, daté du 26 janvier 2026;
- Vu** le projet d'arrêté porté le 6 février 2026 à la connaissance du demandeur ;
- Vu** les observations présentées sur ce projet d'arrêté par la SAS ALLIANCE ENVIRONNEMENT par courriel en date du 9 février 2026 ;

**Considérant** que la SAS ALLIANCE ENVIRONNEMENT a transmis par courriel daté du 10 janvier 2025 un dossier de porter à connaissance visant à :

- étendre son site des Salles-du-Gardon sur une parcelle attenante en vue d'y créer un bassin tampon des effluents du site avant rejet dans la station de traitement des eaux usées et d'y implanter une bâche souple pour la récupération des eaux des tours de lavage pour valorisation,
- mettre en place des préaux recouverts de panneaux photovoltaïques sur les zones de stockage,
- pérenniser l'augmentation de capacité de traitement du site de 25 000 t/an à 26 000 t/an, autorisée temporairement par l'arrêté préfectoral n°2021-41 du 8 novembre 2021 susvisé;

**Considérant** qu'en application des articles R. 181-46 du code de l'environnement, le dossier de porter à connaissance transmis, complété en date du 4 novembre 2025, comporte les éléments d'appréciation relatifs aux modifications apportées et souhaitées et à son mode d'exploitation ;

**Considérant** que les aménagements prévus sur la nouvelle parcelle d'extension du site sont compatibles avec les documents d'urbanisme ;

**Considérant** que la création d'un bassin tampon des eaux de process vise à lisser la quantité des effluents envoyés à la station de traitement des eaux usées (STEU) communale pour traitement ;

**Considérant** que la mise en place d'une bâche souple pour stocker les eaux provenant des purges des tours de lavage acides de l'air vicié du bâtiment principal vise à valoriser ces eaux en tant qu'engrais liquide ammoniacé et à diminuer les effluents envoyés à la STEU communale pour traitement ;

**Considérant** que la mise en place de préaux sur les aires de maturation, de stockage de composts et au-dessus de la zone de lavage et de maintenance des véhicules vise à réduire le volume d'eaux pluviales susceptible d'être souillées par ruissellement sur les zones de stockage, et ainsi à réduire le volume des effluents envoyés pour traitement vers la STEU communale et améliorer leur qualité par rapport à la situation actuelle ;

**Considérant** que la mise en place de panneaux photovoltaïques sur les préaux créés vise à produire de l'énergie verte qui sera disponible pour le réseau RTE, et à réduire le bilan énergétique global du site;

**Considérant** que l'augmentation de 1 000 t/an de boues à traiter est déjà effective depuis 2021, et que malgré cela le volume de déchets stockés sur site est resté stable ;

**Considérant** que cette augmentation de capacité n'engendre pas de modifications sur l'origine des déchets ;



**Considérant** que l'activité de compostage sera réalisée dans les mêmes conditions d'exploitation qu'en situation actuelle et respectera les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 5 juin 2020 susvisé afin d'éviter toute nuisance olfactive;

**Considérant** que les modifications projetées ne devraient pas entraîner de modification significative de l'impact du site sur l'environnement ni induire de nouveaux dangers notables par rapport à la situation actuelle dans les conditions décrites par le dossier de demande ;

**Considérant** que les modifications sollicitées ne constituent pas des modifications substantielles de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et ne nécessitent pas d'étude d'impact au sens de l'article R.122-2 du code de l'environnement;

**Considérant** que la nature et l'ampleur de ces modifications ne rendent pas nécessaire la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

**Considérant** que les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2012-41 du 4 mai 2012 susvisé doivent être modifiées en conséquence pour prendre en compte ces modifications ;

Sur proposition de monsieur le sous-préfet d'Alès ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'ARRÊTÉ**

Sans préjudice des prescriptions des actes antérieurs ou des arrêtés ministériels applicables, les installations de la SAS ALLIANCE ENVIRONNEMENT, ci-après nommée l'exploitant, de n° SIRET 53801967000024, situées ZI de l'Habitarelle 30110 LES SALLES-DU-GARDON, sont soumises aux prescriptions complémentaires suivantes.

### **Article 2 – ARTICLES MODIFIÉS**

Les articles 1.1.2, 1.2.1., 1.2.2., 2.2.1. et 3.7. de l'arrêté préfectoral n°2012-41 du 4 mai 2012 susvisé modifié par l'arrêté préfectoral n°2016-40 du 10 octobre 2016, sont remplacées par les articles suivants :

#### **« Article 1.1.2. Situation cadastrale – Transfert sur un autre emplacement**

Les installations sont implantées sur les terrains cadastrés comme suit :

- commune de LES SALLES DU GARDON
- lieu-dit : « Plaine de l'Habitarelle »
- parcelles n° 1086 et 1090 section AD  
n° 254, 260, 263, 267 et 289 section AE.

Tout transfert sur un autre emplacement des installations ou parties d'installations visées par la nomenclature nécessite, selon le cas, une nouvelle autorisation ou un nouveau récépissé. ».

#### **« Article 1.2.1. Consistance des installations**

L'établissement est constitué principalement par :

- un bâtiment de réception des boues et de mélange de 340 m<sup>2</sup>,
- un bâtiment de 1600 m<sup>2</sup> abritant une aire de fermentation présentant 6 casiers de 600 m<sup>3</sup>,
- un bâtiment de bureaux et garage de 480 m<sup>2</sup>,
- une aire de lavage et d'entretien des véhicules avec un réservoir de 10 m<sup>3</sup> de gazole avec distributeur et une aire de lavage des cuves et bennes des véhicules couvertes par un préau;
- une aire de stockage et de broyage des déchets verts couverte par un préau ;
- une aire de criblage couverte,
- une aire de maturation de 2000 m<sup>3</sup> couverte par un préau ;
- une aire de stockage du compost destiné à la livraison d'une capacité de 2500 m<sup>3</sup> couverte par un préau ;

- un local de traitement des effluents gazeux avec 2 tours de lavage acido-basique et un dépoussiéreur de 66 m<sup>3</sup>/h,
- une citerne souple de 400 m<sup>3</sup> pour le stockage des eaux provenant des purges des tours de lavage acide pour valorisation comme engrais liquide ammoniacé,
- un débourbeur / décanteur pour le traitement des eaux de lavage des véhicules et de l'aire de distribution de gazole,
- un bassin tampon d'un volume utile de 300 m<sup>3</sup> pour le stockage des eaux de process et de ruissellement de la partie sud du site avant rejet au réseau d'assainissement public ;
- une centrale photovoltaïque composée de 2120 modules installée en toiture des préaux couvrant la zone de maturation, les zones de stockage du compost, des déchets et des co-produits, et au-dessus de la zone de lavage et de maintenance des véhicules ; la surface totale des panneaux photovoltaïques est de 4518 m<sup>2</sup> répartie sur 5250 m<sup>2</sup> de toiture,
- 4 locaux techniques abritant les onduleurs placés au pied de chaque préau,
- un poste de livraison ENEDIS comprenant l'appareil général de coupure et de protection de la centrale photovoltaïque, situé en limite de parcelle afin de faciliter l'accès,
- un pont à bascule, un parking.

Les installations sont aménagées conformément aux plans annexés au dossier de porter à connaissance du 10 janvier 2025.

Les activités exercées dans l'établissement comprennent :

- le mélange de boues d'épuration urbaines ou industrielles avec des déchets verts et autres déchets ;
- la fermentation aérobie de ce mélange par injection d'air depuis le sol dans un bâtiment ;
- la maturation à l'air libre du compost ;
- le criblage du compost ;
- le stockage du compost avant expédition.

Lorsque des matières de vidange ou des boues liquides sont reçues dans l'établissement, elles subissent une déshydratation mécanique préalable à leur compostage.

La quantité maximale annuelle de matières entrantes est de 13 500 tonnes de boues et 12 500 tonnes de déchets verts.

Pour les matières de vidange ou les boues liquides la quantité prise en compte est celle après déshydratation. »

**« Article 1.2.2. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

Rubrique	Désignation	Caractéristiques	Régime autorisé (*)
2780-3.a	Installation de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation. 3. Compostage d'autres déchets : a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j	Matières traitées (hors boues industrielles) : 23 000 t/an, 150 t/j  Boues industrielles : 3 000 t/an	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	Déshydratation de matières de vidange avec un tonnage maximum journalier de 200 t/j	A
2175	Engrais liquide (dépôt d') en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3 000 l, lorsque la capacité totale est supérieure à 100 m <sup>3</sup>	Bâche souple 400 m <sup>3</sup>	D

(\*) A (autorisation), D (déclaration), DC (déclaration soumise à contrôle périodique) »



### « Article 2.2.1. Nature des déchets et quantités maximales admissibles

Seuls sont admis dans l'établissement les déchets présentant un intérêt pour les sols ou la nutrition des plantes ou pour le bon déroulement du processus de compostage et appartenant aux catégories suivantes :

Matière d'Intérêt Agronomiques issues du Traitement des Eaux( MIATE)	Tonnage brut maximum annuel
Boues de station urbaines, industrielles, de papeteries, effluents d'élevages, matières stercoraires et matières de vidange dont la quantité est conforme aux valeurs définies dans l'arrêté du 8 janvier 1998 et dont les caractéristiques sont compatibles avec les exigences de la NFU 44-095	10 500
Boues industrielles autres (filière dédiée et plan d'épandage)	3 000
Total maximum MIATE	13 500

Co-composant	Tonnage brut minimum annuel	Tonnage brut maximum annuel
Fraction fermentescible des ordures ménagères( FFOM), de denrées végétales déclassées, de rebuts de fabrication de denrées alimentaires végétales, déchets fermentescibles non dangereux de l'industrie et de l'agriculture (éventuellement après une première étape de méthanisation)	0	1 000
Déchets végétaux et déchets de bois, papiers, cartons (éventuellement après une première étape de méthanisation)	8 000	10 900
Matières végétales ayant subi des traitements thermiques	0	400
Lisier, fumier, fientes	0	200
Total maximum structurants et co-composants	8 000	12 500

La quantité de déchets végétaux et déchets de bois, papiers, cartons (éventuellement après une première étape de méthanisation) stockée sur site ne dépasse pas 2500 m<sup>3</sup>.

Pour les matières de vidange ou les boues liquides la quantité prise en compte est celle après déshydratation.

Sont notamment interdits les déchets suivants :

- déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement susvisé ;
- sous-produits animaux de catégorie 1 tels que définis à l'article 4 du règlement (CE) n°1774/2002 ;
- bois termités ;
- déchets contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de radioprotection ;
- déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés, même après prétraitement par désinfection ;
- boues de stations d'épuration industrielles ne figurant pas à l'annexe B1 de la norme NFU 44.095. »

### « Article 3.7. Rejets au réseau public d'assainissement

Sont rejetés au réseau public d'assainissement muni d'une station d'épuration :

- les eaux usées sanitaires ;

- les effluents résultant de la déshydratation des matières de vidange et des boues liquides ;
- les eaux issues du process de fermentation (vapeur d'eau, jus, lixiviats);
- les eaux de lavage des cuves et bennes des véhicules ;
- les eaux pluviales provenant des zones de l'établissement susceptibles d'être polluées (eaux de ruissellement de la partie sud du site).

Les eaux de process (eau d'essorage, jus, lixiviats, eaux de lavage des bennes et remorques) et les eaux de ruissellement de la partie sud du site sont collectées et dirigées vers un bassin tampon étanche d'un volume utile de 300 m<sup>3</sup> implanté au sud du site. Les effluents contenus dans ce bassin sont évacués via une pompe de relevage et envoyés vers la station de traitement des eaux usées intercommunale.

Hormis pour les eaux usées sanitaires, ces rejets doivent faire l'objet d'une autorisation délivrée par la Communauté de communes du Pays Grand'Combien en application de l'article L 1331-10 du code de la santé publique.

Les effluents autres que sanitaires font l'objet d'une décantation préalablement à leur rejet au réseau public d'assainissement.

Ils doivent respecter les valeurs limites suivantes qui sont contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents. Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne sur 24 heures et aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

- pH (NFT 90 008) : 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation à la chaux)
- température < 30°C
- matières en suspension (NFT 90 105) : < 600 mg/l
- DCO (NFT 90 101) < 2 000 mg/l
- DBO5 (NFT 90 103) < 800 mg/l
- azote total, exprimé en N : < 150 mg/l
- phosphore total, exprimé en P : < 50 mg/l
- hydrocarbures totaux (NFT 90 114 et/ou NF EN 9377-2) : 10 mg/l
- plomb (NF T 90-027) : < 0,5 mg/l
- chrome (NF EN 1233) : < 0,5 mg/l
- cuivre (NF T 90 022) < 0,5 mg/l
- zinc et composés (FD T 90 112) : < 2 mg/l

Les valeurs limites figurant dans l'autorisation de rejet mentionnée au présent article peuvent se substituer aux valeurs précitées si elles sont plus contraignantes. »

### **Article 3 – ARTICLES COMPLÉTÉS**

Les articles 1.3., 3.4., 6.4 et 6.12. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2012-41 du 4 mai 2012 susvisé sont complétés par les dispositions suivantes :

#### **« Article 1.3. - Réglementation particulière :**

Sont également applicables aux installations, les textes réglementaires suivants :

- arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment sa section V « Dispositions relatives aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque » ;
- arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (rubriques 1532 et 2175);
- arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement,
- arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets



dangereux) ou **2791** (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. »

« **Article 3.4 - Aménagement des aires, locaux de travail et des stockages** est complété par les dispositions suivantes :

Le bassin tampon de stockage des effluents de 300 m<sup>3</sup> est étanché par une membrane adaptée aux effluents stockés. Il est équipé d'un trop-plein afin de permettre l'évacuation gravitaire en cas d'arrivées trop importantes. Un système d'obturation sur le trop-plein permet de contenir les eaux dans le bassin en cas d'incident.

La bâche souple de stockage de sulfate d'ammonium est équipée d'une jauge de niveau. Elle est installée dans un bassin de rétention de 400 m<sup>3</sup>. Le fond de la rétention est protégé par une membrane étanche adapté au produit stocké. Les eaux pluviales contenues dans ce bassin sont envoyées via une pompe de relevage vers le bassin tampon. Une consigne d'exploitation est mise en place pour l'évacuation des eaux après chaque intempérie.

Une zone de remplissage des camions par l'engrais liquide contenu dans la bâche souple est aménagée avec une voie de circulation. Cette zone imperméabilisée est équipée d'un système de collecte des eaux de ruissellement qui permet également la collecte des effluents en cas de déversement accidentel lors des manœuvres de chargement. En cas de déversement important d'engrais liquide, le pompage est réalisé directement dans la rétention de la bâche et est valorisé comme engrais. »

« **L'Article 6.4 – Dispositions constructives** est complété par les dispositions suivantes :

Les modules photovoltaïques reposent sur un système d'intégration fixé à la toiture en bac acier des préaux assurant l'étanchéité des équipements.

L'exploitant est en mesure de justifier de la capacité de la structure porteuse (solidité à froid), à supporter la charge de l'installation.

Des arceaux de protection sont mis en place en pied de poteaux.

La structure du panneau support des panneaux photovoltaïques en toiture des préaux en bac acier est résistante au feu.

Un cheminement d'au moins 0,90 m de large est maintenu autour du ou des modules photovoltaïques installés en toiture, avec une surface maximale de champ qui ne dépasse pas 300 m<sup>2</sup> et une longueur maximale de 30 m. Les champs sont séparés entre eux par un cheminement de 1,00 m de largeur minimum. Un espace de 1,00 m est aussi respecté autour des exutoires et trappes de désenfumages. Un accès en toiture est aménagé pour les sapeurs-pompiers via une échelle à crinoline.

Des coffrets de coupure des modules photovoltaïques sont mis en place pour chaque préau.

L'installation est équipée d'un système de coupure d'urgence piloté à distance.

Un dispositif de coupure général simultanée est mis en place, il est indiqué sur les plans des bâtiments, au niveau des accès secours, aux accès des locaux technique et sur la logette ENEDIS.

Les locaux techniques abritant les installations électriques associés aux panneaux photovoltaïques (onduleurs, transformateur, TGBT) sont pourvus de parois coupe-feu.

La canalisation d'eau de ville métallique est mise à la terre. »

« **L'Article 6.12 – Consignes de sécurité** est complété par les dispositions suivantes :

Une procédure spécifique de prévention du risque vis-à-vis des effets de la foudre en cas d'orage est mise en place par l'exploitant avec les consignes suivantes :

- ne pas intervenir en toiture ;
- ne pas exercer d'activités en extérieur ;
- ne pas intervenir sur les installations électriques BT, courants faibles et télécommunications. »

## **Article 4 – NOUVELLES PRESCRIPTIONS**

### **Article 4.1. - Prévention des risques d'incendie**

Le titre VI - « Prévention des risques » de l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'arrêté préfectoral n°2012-41 du 4 mai 2012 susvisé est complété par un article 6.13 de prescriptions applicables à la centrale photovoltaïque installée sur les toitures des préaux couvrant une partie des installations, ainsi rédigé :

#### **« Article 6.13 – Dispositions applicables à la centrale photovoltaïque**

L'exploitant réalise l'unité de production photovoltaïque conformément aux plans et aux éléments techniques présentés dans sa demande du 10 janvier 2025, sous réserve du respect des dispositions relatives aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque énoncées à la section V de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et des prescriptions du présent arrêté.

L'exploitant définit les procédures de mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque en cas d'incendie, consistant notamment en l'actionnement de dispositifs de coupure d'urgence permettant d'une part la coupure du réseau de distribution et d'autre part la coupure du circuit de production.

Les procédures de mise en sécurité et les plans du site destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours et signalant la présence d'équipements photovoltaïques sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas d'intervention.

L'exploitant procède chaque année à un contrôle des équipements et éléments de sécurité de l'unité de production photovoltaïque. Les modalités de ce contrôle sont formalisées dans une consigne de surveillance et d'entretien établie par l'exploitant et tenue à la disposition du personnel chargé du contrôle sur le site.

Un contrôle des équipements et des éléments de sécurité de l'unité de production photovoltaïque est également effectué à la suite de tout événement climatique susceptible d'affecter la sécurité de l'unité de production photovoltaïque.

Les résultats des contrôles ainsi que les actions correctives mises en place sont enregistrés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

### **Article 4.2. – Prévention des risques de pollution**

Le titre III - « Prévention de la pollution des eaux » de l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'arrêté préfectoral n°2012-41 du 4 mai 2012 susvisé est complété par des articles 3.9 et 3.10, ainsi rédigés :

#### **« Article 3.9 – Risques d'inondation**

L'exploitant met en œuvre toute mesure utile visant à limiter, en cas de montée des eaux du Gardon, les risques de pollution des eaux et d'emportement des conditionnements présents sur la parcelle n°289 section AE incluse dans le périmètre ICPE de son site située en zone inondable.

En particulier :

- le bassin tampon est exploité de façon à garder en permanence un niveau bas des effluents et des dépôts de sédiments contenus ;
- la bache souple de stockage de sulfate d'ammonium est équipée d'un système d'arrimage au sol (passants) pour éviter tout déplacement en cas de crue. »

#### **« Article 3.10 – Opérations de maintenance préventive**

Une inspection visuelle hebdomadaire du bassin tampon et de la bache d'engrais liquide est réalisée par le personnel du site ainsi que lors des rondes quotidiennes.

Un entretien annuel des installations est réalisé afin de garantir l'étanchéité des revêtements.

Une surveillance préventive du bassin tampon est réalisée annuellement pour détecter les éventuelles anomalies telles que l'érosion des digues, l'obstruction des ouvrages.

Un entretien annuel des berges est également réalisé par fauchage.



Une maintenance curative du bassin est réalisée par le curage du cône de sédimentation à l'entrée des effluents selon une fréquence à adapter en fonction des dépôts constatés par sondage. »

#### **Article 5 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (art. L. 171-11 du code de l'environnement)**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction, conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement.

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes situé 16 Avenue Feuchères, 30000 Nîmes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par voie postale, soit via l'application information « Telerecours Citoyens » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 6 – INFORMATION DES TIERS (art. R.171-1 du code de l'environnement)**

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Gard pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie des-Salles-du-Gardon et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de la commune des-Salles-du-Gardon pendant une durée minimum d'un mois : procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire concerné.

Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques – rubrique Installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse :

<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees?page=1>

#### **Article 7 - EXÉCUTION**

Le sous-préfet d'Alès, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire des-Salles-du-Gardon, ainsi qu'à la SAS ALLIANCE ENVIRONNEMENT.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet,



Emile SOUMBO